

débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 126 9 novembre 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

Sommaire

- **Contre la démagogie sécuritaire et populiste, faire vivre la solidarité et la démocratie**
- **1931-1937 : révolution en Espagne. 70 ans après, actualité des « leçons d'Espagne »**

Contre la démagogie sécuritaire et populiste Faire vivre la solidarité et la démocratie

La mise en scène organisée autour de l'anniversaire de la révolte des banlieues qui avait éclaté, il y a un an, suite à la mort de deux jeunes à Clichy-sous-bois et en réponse aux insultes de Sarkozy, a abouti à ce que dernier semblait souhaiter, de nouveaux incidents aux conséquences dramatiques comme à Marseille. De tels actes criminels sont inexcusables, est-il besoin de le dire, ils sont absurdes et marginaux, actes de jeunes faibles, manipulés, déséquilibrés par le climat de tension créé tant par la police que par les médias. Mais sont-elles excusables, les surenchères verbales des hommes politiques de droite et de gauche, ces réactions calculées et soupesées en fonction de préoccupations électorales pour tenter de capter à leur profit la légitime indignation de la population. Pire, pour tenter de faire approuver par une opinion désenparée une politique répressive, le tout sécuritaire qui est le fond de commerce électoral de Sarkozy.

Le ministre de l'Intérieur a engagé, avec la complicité des médias tout disposés à jouer la dramatisation et à se prêter à sa logique de surenchère comme à sa mise en scène, une campagne lourde de danger. S'il est évident que la politique de Sarkozy est non seulement un échec mais un aveu d'impuissance à apporter la moindre réponse aux conséquences de la régression sociale dont il est lui-même un des responsables, elle n'est pas pour autant un échec du point de vue de sa stratégie personnelle. Et surtout, elle crée un terrain propice à Le Pen et à l'extrême droite auxquels il prétend, aveuglé par son ambition, couper l'herbe sous le pied.

Villepin, que sa haine de Sarkozy rend lucide, tente de se démarquer, voire de s'opposer en proposant « *une police de tranquillité publique* », il reprend à son compte l'idée d'une police de proximité supprimée par son rival qui la considérait comme « *une police d'assistantes sociales* ». Et ce dernier répond que « *le rôle de la police, c'est d'interpeller les délinquants et de les déférer devant la justice* ». Profitant de la situation qu'il a lui-même largement contribué à créer, il continue sa campagne sécuritaire pour durcir l'arsenal juridique contre la délinquance. Sa dernière trouvaille est de proposer une réforme de la médecine scolaire pour détecter « *ces jeunes qui deviennent des monstres* » !

Il ne lui viendrait pas trente secondes à l'esprit de s'interroger sur la misère matérielle et morale qui conduit des jeunes à la dérive, sur ses propres responsabilités et celle du système social de concurrence et d'exclusion dont il défend les valeurs réactionnaires.

Bien au contraire, consciemment, par calcul, il attise les tensions pour retourner contre les classes populaires les méfaits de sa propre politique, pour les culpabiliser, les stigmatiser, créer le terrain pour faire

accepter la seule réponse de l'ordre établi et de ses partisans, la répression. Il prétend vouloir assurer la sécurité de chacun pour mieux imposer à tous l'ordre social injuste et inhumain qu'il défend.

Pour cela, il se revendique de l'efficacité et du bon sens, faisant de chaque problème une question technique et pratique dans un cadre social que l'on ne peut contester. Il ferme les yeux sur les causes pour justifier la seule réponse qu'il puisse imaginer, la répression.

Interrogé sur la menace que représentent Sarkozy et sa politique pour la démocratie, François Hollande répondait sur le site du Nouvel Observateur : « *Oui la menace Le Pen existe, elle n'est pas virtuelle. Et le discours de Sarkozy la fait grossir jour après jour. Et à l'oublier on commettrait une erreur plus grave encore qu'en 2002, nous n'aurions aucune excuse. Il faut donc combattre le lepénisme sans relâche, dénoncer les dérives du ministre de l'Intérieur, donner à espérer aux classes populaires, apaiser les peurs et subsidiairement rassembler la gauche.* » L'analyse est juste, les conclusions pour le moins évasives d'autant que sur cette question les ambiguïtés des candidats du PS sont grandes.

Quand Ségolène Royal qui se dit en phase « *avec les profondeurs de la société française* » déclare : « *Je ne fais pas d'idéologie avec la sécurité, je fais de l'efficacité* », ne reprend-elle pas à son compte le raisonnement du ministre de l'Intérieur ? Ne se laisse-t-elle pas aller au même populisme ?

Le populisme ne consiste-t-il pas à effacer les questions dites idéologiques pour invoquer l'efficacité, à oublier les causes pour tenter vainement de trouver de fausses réponses aux conséquences d'une politique de régression sociale ?

Il n'y a pas de réponse aux drames qu'engendre le capitalisme si l'on ne remet pas en cause la logique même du système. Aucun problème ne se pose hors des réalités sociales, des rapports de classes, des rapports de forces politiques et sociaux.

La démagogie sécuritaire se nourrit du sentiment qu'il n'y a pas d'autre issue possible, pas d'autre choix, elle se nourrit de la passivité, de la résignation. Et elle l'entretient en créant un état de fait de violence et d'enchaînements de violence.

Là est le danger de la logique de la politique de Sarkozy. Il n'y a pas de contre-attaque efficace sans rompre avec le cadre du débat que celui-ci veut imposer, un débat par avance faussé parce qu'il écarte l'analyse des causes pour asséner de fausses évidences.

Que, face à la délinquance, à fortiori face à la criminalité, la répression soit inévitable ne signifie en aucun cas que la répression soit une réponse adaptée et efficace. Bien au contraire, hors d'une volonté de s'attaquer aux causes, la répression aveugle, le choix de criminaliser toute délinquance, ne peut aboutir qu'à une détérioration de la situation.

La réponse à la dérive sécuritaire et à la menace qu'elle représente ne peut venir que des classes populaires elles-mêmes, des travailleurs et des jeunes, d'une volonté d'imposer le respect, la dignité de chacun et de tous par l'action collective.

Un tel sursaut suppose une indépendance morale et politique vis-à-vis des idées qui sous-tendent la démagogie sécuritaire, une lucidité de classe qui permette de voir en toute clarté le vrai visage des voyous qui dirigent l'Etat et l'économie pour leurs seuls intérêts égoïstes. Derrière leurs discours et leurs sourires, leurs bonnes manières, il y a la violence cynique de la machine d'Etat, de ses flics et de ses tribunaux, la violence de l'exploitation, du chômage, de la misère. Il y a le mensonge officiel qui est au cœur même de leur prétendue démocratie dont le seul souci est de duper le peuple pour lui faire accepter et approuver sa propre exploitation. Ce n'est que cette lucidité qui peut donner la force de mener le combat contre ceux qui stigmatisent les jeunes et les classes populaires pour, au mieux et quand il sont de gauche, leur accorder un peu de leur compassion, un peu de leur bonne conscience.

Il ne manque pas de jeunes disponibles pour ce combat mais le soutien que leur apportent les partis de gauche, les mairies visent le plus souvent à les résituer dans le cadre électoral au nom d'une « *démarche citoyenne* ». Au lieu de les aider à faire de la politique pour défendre les droits de leur classe, les partis de gauche les désarment en leur laissant croire que tout dépend du bulletin de vote. C'est cela qu'Hollande appelle « *donner à espérer aux classes populaires* ».

Certes, il faut savoir se servir de son bulletin de vote comme il faut savoir utiliser tous les droits démocratiques que la bourgeoisie a été obligée de concéder, il faut s'en servir pour dire ce que l'on pense, agir politiquement mais sans illusion. Les véritables transformations, la conquête de la dignité et du respect

ne peuvent venir que d'en bas, de la mobilisation, de l'organisation, de l'intervention des intéressés eux-mêmes y compris contre ceux qui, au sein des quartiers et des cités, agissent contre leur propre classe, au mépris des intérêts collectifs.

Ce combat est un combat de classe qui s'exprime d'abord et avant tout dans la solidarité, dans la volonté de faire vivre la démocratie, c'est-à-dire l'action collective pour défendre le droit de chacun à avoir une place dans la société, le droit au bien-être, à un travail, à la culture, le droit de décider et contrôler.

Ce combat nécessite l'unité de tous ceux qui entendent faire barrage aux surenchères sécuritaires et populistes qui font le lit de l'extrême droite.

Yvan Lemaitre



1931-1937 - révolution en Espagne

70 ans après, actualité des "leçons d'Espagne"

En juillet 1936, après plusieurs années d'affrontements sociaux, éclatait en Espagne une révolution, qui, alliée au mouvement de grève en France, représentait, trois ans après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, un immense espoir. L'écrasement du prolétariat espagnol c'est l'écrasement de ce dernier espoir d'enrayer la course à la guerre mondiale. Ces événements tragiques sont commémorés actuellement par la sortie de nouveaux livres, des rééditions, des conférences, projections-débats, expositions.

C'est l'occasion d'un retour sur un passé éclairant pour nos débats actuels, en particulier sur la nature du parti, son programme, sa stratégie, ou encore sur celui des alliances, électorales comme pour les luttes. L'occasion également de lire, ou relire, quelques textes. (1)

31-36 - Une irrésistible montée des luttes sociales

L'Espagne des années 30 est le pays le plus pauvre d'Europe. Incomplètement sorti du féodalisme, une grande partie des terres appartient à de grands propriétaires fonciers tandis que la paysannerie vit dans une pauvreté extrême. L'industrie est peu développée sauf en Catalogne ou au Pays basque. Mais même là, son développement, qui a bénéficié des besoins créés par la guerre de 14-18, est désormais en panne. La crise économique de 1929 qui frappe le monde capitaliste, aggrave encore la situation de la classe ouvrière, frappée par le chômage et les bas salaires.

C'est dans ce contexte que se développe la contestation sociale. La situation est tellement explosive qu'en février 1931, la victoire d'une coalition de gauche aux élections municipales provoque la chute de la royauté d'Alfonse XIII. La république est proclamée, mais le gouvernement de gauche qui arrive au pouvoir ne résoudra aucune des revendications des masses ouvrières et paysannes en effervescence. Fin 1933, les élections donnent le pouvoir à la droite, dont une partie rêve de faire en Espagne ce qu'Hitler est en train de faire en Allemagne : mater la classe ouvrière en brisant ses organisations politiques et syndicales. Fin 34, devant l'arrivée au pouvoir de ministres se réclamant du fascisme, une alliance des divers partis et syndicats ouvriers se forme et décide d'une insurrection. Le mot d'ordre n'est réellement suivi que dans les Asturies, où les mineurs instaurent une « Commune » qui va durer plusieurs semaines avant de tomber sous les coups d'une sanglante répression militaire.

Mais cela ne mettra pas fin à la montée des luttes. Début 36, le gouvernement de droite est contraint de dissoudre les Cortès (parlement). Une coalition d'organisations de gauche constitue un Front populaire (2), qui remporte les élections législatives du 16 février 36.

Cette victoire est le signal déclencheur d'une immense vague de grèves, tandis que les paysans occupent les terres. Les masses mettent directement en œuvre les réformes dont elles ont besoin, tandis que le gouvernement de Front populaire tente en vain de ramener l'ordre. Mais la bourgeoisie espagnole n'a pas les moyens de payer la paix sociale par un minimum de concessions économiques, ni de mettre en œuvre la réforme agraire qui satisferait les revendications des paysans en s'attaquant aux priviléges des grands propriétaires fonciers. Elle va choisir de soutenir un coup d'état militaire, afin de maintenir son pouvoir, par la terreur et la dictature.

Le soulèvement militaire déclenche la révolution

Le 17 juillet 1936, le général Franco et quelques autres appellent les casernes de tout le pays à prendre le contrôle de l'Etat. L'insurrection militaire commence.

Le gouvernement de Front populaire ne fait rien pour s'y opposer, mais les ouvriers des grandes villes, Madrid, Barcelone, Valence..., prennent les armes et empêchent les garnisons d'établir leur pouvoir sur ces villes et les régions militaires qu'elles contrôlent. En quelques jours, l'offensive franquiste est bloquée, limitée à un tiers de la surface du pays.

Les ouvriers qui ont pris les armes contre Franco ne vont pas s'en tenir là. La révolution commence. Les entreprises, désertées par les patrons, sont remises en route sous le contrôle de comités d'usine. La vie économique, le ravitaillement, s'organise. La sécurité est assurée par des milices d'ouvriers en armes. Les paysans pauvres de la province d'Aragon, libérée en quelques jours par les milices ouvrières de Barcelone, s'approprient les terres, et les cultivent collectivement...

Un embryon de pouvoir ouvrier se met en place, tandis que les institutions de la République, vidées de leur substance, lâchées par la bourgeoisie qui s'est massivement rangée derrière Franco, sont au bord de l'effondrement.

Les enjeux de la révolution espagnole : "socialisme ou barbarie"

L'avènement de la révolution espagnole suscite un immense espoir. C'est la dernière occasion de mettre un coup d'arrêt à la marche vers la dictature et la deuxième guerre mondiale. Des milliers de volontaires du monde entier traduisent cette conscience en se rendant en Espagne combattre contre le fascisme.

Car la situation de l'Espagne, avec toutes ses spécificités, s'inscrit pleinement dans la situation politique et économique mondiale, ébranlée par la crise de 1929. Cette crise est la manifestation brutale des contradictions de l'impérialisme, que la guerre de 14-18, loin de résoudre, n'a fait qu'exacerber.

Dès le début des années 30, ces contradictions poussent les puissances impérialistes à préparer une nouvelle guerre mondiale, tandis que la contestation sociale qui monte de toute part sous le coup des conséquences sociales de la crise, met la révolution à l'ordre du jour. Il n'existe pas, dans le cadre du capitalisme, de solution démocratique et pacifique à la situation. Bien au contraire, la bourgeoisie réagit à la contestation sociale par des gouvernements de plus en plus réactionnaires, voire par le fascisme, comme en Allemagne.

Seule une nouvelle révolution sociale peut mettre fin à ce processus, ce que Trotsky résume par la formule « *socialisme ou barbarie* ». La révolution espagnole en est la dernière occasion.

Au nom de la lutte de la "démocratie contre le fascisme", la République liquide la révolution et assure la victoire de Franco

Mais la révolution espagnole n'arrivera pas à son terme.

Le PSOE et le PCE (3), qui dirigent le gouvernement de la République, feront tout pour désarmer la révolution et restaurer le pouvoir de l'Etat républicain, au nom de la priorité de la lutte de la « *démocratie contre le fascisme* ».

Ils auraient pu appeler les masses paysannes de la zone franquiste à se soulever en décrétant la réforme agraire. Ils auraient pu couper les troupes de Franco de leur base arrière, le Maroc espagnol, en décrétant son indépendance. Au lieu de cela, ils dénonceront et réprimeront toute activité révolutionnaire dans la zone républicaine comme un facteur de division, donc de défaite. Au nom de l'efficacité militaire, ils désarmeront peu à peu les masses ouvrières organisées dans les milices et en armes, et les remplaceront par une armée régulière, tandis que la police reprendra le contrôle des villes.

Les militants, les travailleurs et les paysans engagés dans la lutte révolutionnaire s'opposeront de toutes leurs forces à ces reculs. Mais les partis dans lesquels se reconnaissent ces masses révolutionnaires, la CNT et le POUM, s'avèreront incapables de renforcer le pouvoir ouvrier en train de se construire et de s'opposer à la restauration du pouvoir de la République. Bien au contraire, après avoir refusé, en juillet 36 à Barcelone, le pouvoir que leur proposait Companys, les dirigeants de la CNT soutiendront et participeront au gouvernement de la République. Le POUM participera un temps à celui de Barcelone.

La résistance culminera en mai 37 à Barcelone, où les militants anarchistes et du POUM s'insurgent contre les mesures de répression du gouvernement républicain, mais finissent par rendre les armes, abandonnés par leurs propres dirigeants qui appellent à « *s'entendre* » avec le gouvernement. Tandis que

leurs militants subissent la répression, les ministres anarchistes restent au gouvernement. Le POUM est interdit, ses dirigeants arrêtés, et l'un d'eux, Andrès Nin, assassiné par les staliniens.

En désarmant la révolution, en restaurant le pouvoir d'Etat, en rendant à leurs anciens propriétaires les usines et les terres, la République se coupait des masses populaires qui, en faisant leur révolution, avait fait avorter le coup d'état de Franco. Elle se condamnait à la défaite.

Fin mars 1939, Franco installait une dictature qui allait s'imposer à la population espagnole jusqu'à sa mort en 1975, détruisant, dans le sang, tout ce qui restait d'organisations ouvrières. Quelques mois plus tard commençait la deuxième guerre mondiale.

La politique réformiste, « démocratie contre fascisme », avait montré sa véritable nature. En désarmant la révolution sociale, elle avait fait le lit de la barbarie.

Les militants ouvriers qui avaient cru qu'une issue démocratique de « gauche », celle des Fronts populaires, était possible pour s'opposer à la montée du fascisme et à l'arrivée de la guerre l'ont payé de l'exil, de la prison, de la torture, quand ce n'est pas de leur vie.

La carence d'une direction révolutionnaire

Trotsky écrivait : « L'unité antifasciste n'a été que la soumission à la bourgeoisie. Pour battre Franco, il fallait battre Companys et Caballero. Pour vaincre le fascisme, il fallait écraser la bourgeoisie et ses alliés staliniens et socialistes. Il fallait détruire de fond en comble l'Etat capitaliste et instaurer un pouvoir ouvrier surgi des comités de base des travailleurs ».

L'échec de la révolution espagnole ne se mesure pas seulement à la force de ses adversaires. Il pose également le problème de la politique menée par les partis qui se réclamaient de la révolution, la CNT et le POUM, ainsi que le petit groupe de militants restés fidèles à l'opposition de gauche trotskiste.

Dans *Leçons d'Espagne*, Trotsky analyse ainsi le rôle du POUM : « [...] Certes, il (le POUM) a théoriquement tenté de s'appuyer sur la formule de la révolution permanente [...], mais la révolution ne se contente pas de simples reconnaissances théoriques. Au lieu de mobiliser les masses contre les chefs réformistes, y compris les anarchistes, le P.O.U.M. cherchait à convaincre ces messieurs de l'avantage du socialisme sur le capitalisme[...]. Pour ne pas se détacher des chefs anarchistes, ils n'organisèrent pas leurs propres cellules dans la C.N.T., et en général n'y firent aucun travail. Eludant les conflits aigus, ils ne menèrent aucun travail dans l'armée républicaine. Au lieu de cela, ils édifièrent leurs « propres syndicats » et leurs « propres milices » qui défendaient leurs propres édifices ou s'occupaient de leurs propres secteurs du front. En isolant l'avant-garde révolutionnaire de la classe, le P.O.U.M. affaiblissait l'avant-garde et laissait les masses sans direction. Politiquement, le P.O.U.M. est resté incomparablement plus près du Front populaire, dont il couvrait l'aile gauche, que du bolchévisme. Si le P.O.U.M. est tombé victime d'une répression sanglante et fourbe, c'est que le Front populaire ne pouvait remplir sa mission d'étouffer la révolution socialiste autrement qu'en abattant morceau par morceau son propre flanc gauche.

En dépit de ses intentions, le P.O.U.M. s'est trouvé être, en fin de compte, le principal obstacle sur la voie de la construction d'un parti révolutionnaire. [...].

En Espagne, les forces populaires capables de mener à bien la révolution existaient, la radicalité révolutionnaire de ces masses existait. Mais il fallait une direction révolutionnaire à ces masses, et c'est à la construction de cette direction que Trotsky et la poignée de militants de l'Opposition de gauche consacraient leurs efforts, en développant leurs propres forces, mais aussi en tentant d'influer sur la politique du POUM, le parti qui leur était politiquement le plus proche, tandis que l'urgence de la situation révolutionnaire se faisait de plus en plus pressante. Ils n'y réussirent pas.

Il serait bien entendu totalement stérile de chercher à tirer des textes qu'écrivait Trotsky à la fin des années 30 des formules toutes prêtes valables pour aujourd'hui. Mais la façon dont il pose le problème du rôle du parti dans une période révolutionnaire, son lien avec les masses, sa stratégie politique avant comme pendant une période révolutionnaire, éclaire indiscutablement nos débats actuels. Ceux sur les alliances et la politique de front unique. Ceux sur la stratégie révolutionnaire. Et ceux sur la nature du parti qu'il faut à la classe ouvrière, parti pour les luttes aujourd'hui, pour la prise du pouvoir demain.

Eric Lemel

Note 1 : bibliographie (non exhaustive) [retour au texte](#)

Révolution et contre révolution en Espagne (1936-1937) de Félix Morrow.
www.marxist.org/francais.

Série de textes écrits par Trotsky sur l'Espagne entre 1930 et 1940 : Ces textes sont dans les tomes des Oeuvres de Trosky, correspondant à la période. Un certain nombre est disponible sur le site www.marxist.org/francais. Parmi ces textes : La société espagnole, janvier 31 ; Leçons d'Espagne, dernier avertissement, décembre 37 ; Pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? (Questions de théorie marxiste). Août 40.

La révolution et la guerre d'Espagne, Témoin et Broué, éditions de Minuit

Hommage à la Catalogne (Roman) de Georges Orwell

Note 2 – Les partis du Front populaire [retour au texte](#)

Les partis bourgeois républicains qui participent au Front populaire sont des coquilles vides. Leur représentant, Azana, sera président de la république.

Le PSOE (parti socialiste) est le parti central de tous les gouvernements. Ses dirigeants, de droite, comme Prieto et Negrín, ou de gauche, comme Largo Caballero, ont déjà participé activement aux gouvernements précédents, y compris les plus réactionnaires. Caballero est en même temps responsable de l'UGT, syndicat associé au PSOE, qui sera également partie prenante du Front populaire. Ancien ministre du gouvernement du dictateur Primo de Rivera, Caballero se découvre des véléités "révolutionnaires" pour mieux garder le contrôle sur la poussée révolutionnaire qui traverse l'UGT et la gauche socialiste. Il dirigera le gouvernement de la République qui liquidera la révolution, avant d'en être lui-même chassé, en mai 37.

Le PCE, [voir note 3](#)

La CNT, syndicat anarchiste, est l'organisation principale de la classe ouvrière espagnole. Elle organise plusieurs centaines de milliers de travailleurs, aussi bien industriels qu'agricoles. C'est une organisation qui a mené de nombreuses luttes très dures. Mais en juillet 36, au lendemain du soulèvement populaire qui stoppe l'offensive franquiste, elle refuse de prendre le pouvoir et le laisse, de fait, au gouvernement républicain auquel elle ne tardera pas à participer.

Le POUM est un parti marxiste antistalinien, constitué en septembre 35. Une partie de ses membres, dont un de ses dirigeants, Nin, sont issus des rangs de l'Opposition de gauche trotskiste, avec laquelle ils ont rompu. Le POUM était surtout implanté en Catalogne et comptait plusieurs dizaines de milliers de militants. Il appellera à voter pour le Front populaire, sans participer au gouvernement. Il entrera, en septembre 36, en pleine révolution, dans le gouvernement de Catalogne. Il en sera chassé en décembre 1936, avant de tomber victime de la contre révolution républicaine en mai 37.

En Catalogne, qui dispose d'un statut d'autonomie, il existe en plus de ces forces, un parti autonomiste de gauche, l'Esquerra, dont le dirigeant, Companys, sera chef du gouvernement catalan.

Note 3 - Le rôle particulier du PCE, en lien avec la politique de Staline [retour au texte](#) [retour note 2](#)

Au début des événements, le parti communiste espagnol (PCE) est une petite organisation sectaire sans influence réelle sur les masses ouvrières. Il deviendra le fer de lance de la répression contre-révolutionnaire, suivant en cela la politique de l'Internationale communiste aux ordres de Staline. Ce dernier, prenant conscience du danger que constitue pour lui l'arrivée d'Hitler au pouvoir, tente, à partir de 1934, une alliance avec les « démocraties » contre le « fascisme ». C'est la politique de « Front populaire », la mise à la disposition de partis de « gauche » usés par des années de bons et loyaux services auprès de la bourgeoisie, de l'influence des partis communistes. Cette politique d'alignement derrière les bourgeoisies françaises et britanniques accompagne une nouvelle vague de répression en URSS (procès de Moscou) et une accentuation, partout dans le monde, de la chasse aux « trotskistes ». Plusieurs seront assassinés, dont Trotsky lui-même, en août 1940. Le PCE mènera jusqu'au bout et avec un zèle criminel la tâche contre-révolutionnaire assignée par Staline, et que le PSOE et les républicains bourgeois sont incapables de mener à bien : « *Sans les persécutions contre les trotskistes, les poumistes, les anarchistes révolutionnaires et les socialistes de gauche, les calomnies fangeuses, les documents forgés, les tortures dans les prisons stalinianennes, les assassinats dans le dos, sans tout cela, le drapeau bourgeois, sous le drapeau républicain, ne se serait pas*

maintenu deux mois. Le G.P.U. ne s'est trouvé maître de la situation que parce qu'il a défendu de façon plus conséquente que d'autres, c'est-à-dire avec plus de fourberie et de cruauté, les intérêts de la bourgeoisie contre le prolétariat. » Trotsky, Leçons d'Espagne.

↑

**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**